



LE SIÈCLE AFRICAIN

Les bonnes mesures prises aujourd'hui assureront la prospérité de l'Afrique subsaharienne dans le monde d'après-COVID

Abebe Aemro Selassie

Avance rapide jusqu'en 2081. Le boom démographique en cours dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne aura sans doute propulsé de nombreuses économies de la région au rang des plus grandes et des plus dynamiques du monde.

Est-ce prendre ses désirs pour des réalités ? Peut-être. Mais il y a 30 ou 40 ans, rares sont ceux qui auraient pensé que la Chine, l'Inde, l'Indonésie ou la Turquie pouvaient y parvenir.

Trois facteurs auront une influence dans la réalisation de cette vision :

- La transition démographique : en 2050, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne figureront parmi les quelques pays dont la population d'âge actif augmente. Cela générera une forte demande d'investissement et de consommation, qui ne manquera pas de susciter de considérables innovations.

- La révolution numérique en cours — qui offre d'importantes possibilités pour la diffusion des savoir-faire, de nouvelles opportunités d'activité économique et des services plus efficaces.
- L'efficacité de la gestion de la transition vers une économie sobre en carbone dans les pays de la région et les conséquences négatives que le changement climatique va déclencher.

Ce futur est difficilement imaginable aujourd'hui face aux défis sans précédent posés par la pandémie. Pourtant, c'est un avenir à portée de main compte tenu du formidable potentiel de la région, et c'est assurément le but que doivent poursuivre les politiques publiques.

Les défis à très court terme sont indéniables. Les taux de vaccination sont très inférieurs à ceux des pays à revenu élevé, avec une moyenne de 2,5 % de la population d'Afrique subsaharienne début octobre 2021. La plupart des pays de la région ont peu de marge de manœuvre budgétaire pour gérer les besoins d'investissement, et les perspectives de croissance à court terme restent inférieures aux projections antérieures à la pandémie.

Si la gestion de ces défis à court terme concentre à juste titre notre attention, nos priorités ne doivent pas perdre de vue le potentiel à long terme des pays. Des réformes économiques et structurelles transformationnelles, alliées à des financements concessionnels extérieurs significatifs, seront nécessaires pour redresser les économies et optimiser le potentiel à long terme.

Tirer le meilleur parti possible du dividende démographique

La population d'Afrique subsaharienne aura certainement doublé vers 2050, passant de 1 milliard à 2 milliards. Cela représentera la moitié de la croissance de la population mondiale, avec une augmentation plus rapide de la population d'âge actif que des autres groupes d'âge. Ces projections — bien qu'elles ne soient pas uniformes sur l'ensemble du continent — sont à placer dans le contexte de la tendance opposée observée dans les pays avancés, qui se caractérisent généralement par une population vieillissante, une pyramide des âges inversée et une diminution de la population lorsqu'on exclut l'immigration.

Cette tendance pourrait constituer la meilleure opportunité jamais offerte à la région. Elle incarne un gisement croissant de talents et d'ingéniosité humains allié à un marché de grande taille — des facteurs historiquement importants du dynamisme de l'économie. Cependant, la réalisation de ce potentiel n'est pas acquise, et elle demandera des choix politiques astucieux.

L'investissement en capital humain sera déterminant. Les pays de la région ne sont pas tous dans la même situation, mais il faudra essentiellement offrir davantage d'opportunités éducatives de qualité à une population croissante, tant au niveau primaire que secondaire, et développer l'enseignement supérieur afin de répondre aux besoins des secteurs en croissance. Il faudra aussi accroître les investissements dans les soins de santé, notamment élargir l'accès à divers vaccins (éventuellement à travers des centres de production régionaux), et garantir un accès généralisé à un niveau minimum de services de santé et au planning familial.

Développer l'offre de soins de santé et d'éducation ne sera pas facile. Il faut construire les infrastructures, former des enseignants, des médecins et d'autres prestataires de services et former les formateurs eux-mêmes. Étant donné le rythme

Nos priorités ne doivent pas perdre de vue le potentiel à long terme des pays.

de l'évolution démographique, le défi ne sera que plus complexe si les autorités tardent à agir. Des plans pluriannuels seront essentiels pour concilier deux objectifs : investir dans les services pour qu'ils atteignent leur plein potentiel, tout en donnant la priorité à leur fourniture à court terme.

Ces investissements sont encore plus critiques pendant une reprise post-COVID-19. La pandémie a accentué les pressions pesant sur les équipements de soins de santé dans la plupart des pays d'Afrique. Entretemps, des jeunes sont passés à côté de l'éducation en raison de la distanciation physique et de la faiblesse des capacités d'apprentissage à distance due au manque d'accès aux outils de communication numériques — notamment en zone rurale où travaillent de nombreux individus. La résorption des inégalités femmes-hommes en matière d'accès à l'éducation et de débouchés professionnels faciliterait aussi la transition démographique (par une baisse de la fécondité) et stimulerait la productivité.

Former la génération suivante n'est pas suffisant. Les nouveaux arrivants sur le marché du travail doivent trouver des emplois ; la croissance des bons emplois doit non seulement s'accroître pour couvrir une plus forte part de la population, mais elle doit aussi suivre le rythme de l'augmentation continue des nouveaux demandeurs d'emploi. Ces difficultés peuvent être résolues en libérant le potentiel du secteur privé. Les dirigeants devraient cultiver un climat des affaires propice à la croissance et promouvoir l'investissement du secteur privé. Cela catalyserait d'importantes incitations à l'accumulation de capital pour compléter l'offre croissante de main-d'œuvre.

Transformation numérique en Afrique subsaharienne

La diffusion mondiale des technologies numériques promet de nouvelles opportunités. Les réformes et les infrastructures numériques aideront la région à faire un bond en avant — elles amélioreront la résilience et l'efficacité, élargiront l'accès aux marchés mondiaux, amélioreront la fourniture de services publics, augmenteront la transparence et la responsabilité et favoriseront la création d'emplois.

La transformation numérique offre la possibilité d'améliorer l'efficacité et la transparence de l'administration (et donc la gouvernance). Citons pour exemples de la première l'offre de services tels que les déclarations d'impôt et la création d'entreprises en ligne, l'informatisation de l'administration des douanes et la fourniture de l'aide sociale par le biais d'applications d'argent mobile. Quant à la transparence, elle peut être améliorée par la publication d'informations en ligne, l'e-participation et l'automatisation des prestations de services (réduisant ainsi les contacts physiques qui pourraient engendrer de la corruption). Ces opportunités pourraient renforcer la confiance, augmenter les recettes et améliorer la qualité des dépenses.

Les progrès rapides des technologies d'automatisation, d'intelligence artificielle et de communication modifient aussi fortement la nature du secteur privé. Le rythme du changement peut impliquer que des trajectoires de développement dominantes dans le passé — suivre une échelle de développement qui débute par l'industrie légère et progresse vers des niveaux croissants de sophistication — ne sont plus viables ou souhaitables. Des services comme l'externalisation des processus métiers, le commerce en ligne et les services de technologie financière revêtiront sans doute une importance croissante. Les entreprises de

technologie financière, par exemple, pourraient accélérer la croissance et promouvoir l'inclusion financière en fournissant des services aux clients non desservis jusque-là, mais il faut veiller aux risques pour la stabilité financière. Plus généralement, la transformation numérique encourage la création d'entreprises, car elle leur permet de se développer rapidement avec moins de capital physique et une empreinte géographique réduite. Néanmoins, l'automatisation et l'intelligence artificielle pourraient exercer des pressions à la baisse sur la part du travail dans le revenu si elles remplacent la main-d'œuvre au lieu de la valoriser, ce qui pourrait réduire la demande de main-d'œuvre.

Comme pour le dividende démographique, l'investissement en capital humain est essentiel. L'éducation devra intégrer l'informatique dans l'apprentissage des étudiants dès leur plus jeune âge — la formation professionnelle et l'enseignement supérieur doivent insister sur les compétences techniques nécessaires pour tirer profit de la transformation numérique. L'un des aspects de cette transformation peut être utile à cet égard : l'éducation en ligne. L'accès à ces ressources pourrait aider les jeunes d'Afrique subsaharienne à dépasser les limites de leur structure éducative nationale.

Sans investissement dans les infrastructures essentielles, la transformation numérique n'aura qu'un impact limité — même dans des pays plus avancés dans ce domaine — et elle risque de réserver ses fruits à l'élite au lieu de générer les larges bénéfices anticipés par tous. L'infrastructure de base pour produire et fournir une électricité fiable aux ménages à des prix raisonnables est une condition préalable essentielle. En outre, pour que de larges pans de la société aient accès à l'Internet haut débit, il faudra des câbles sous-marins offrant une bande passante suffisante ainsi que des infrastructures des télécommunications capables de relayer la connexion dans l'ensemble du pays. Cette infrastructure devra être complétée par un secteur des télécommunications bien réglementé qui pratique des prix compétitifs et accessibles aux consommateurs.

Joyeux anniversaire, Département Afrique du FMI

Cette année marque le 60^e anniversaire du département Afrique du FMI. Fondé en 1961, 17 ans après la conférence de Bretton Woods, le département répondait aux besoins des pays africains qui venaient d'accéder à l'indépendance. Au fil des ans, la boîte à outils du FMI a connu plusieurs évolutions majeures : passant du soutien à court terme à la balance des paiements à des difficultés de plus longue durée, augmentant fortement l'accès au financement concessionnel et accélérant les efforts de développement des capacités. L'engagement du FMI dans la région n'a jamais été aussi fort que pendant la crise de la COVID, avec près de 27 milliards de dollars d'aide financière apportée à 39 pays africains. Trois quarts de ces prêts ont été consentis par le fonds fiduciaire RPC — le véhicule du FMI pour les prêts sans intérêts aux pays à faible revenu.

Gérer les risques liés au changement climatique

Le changement climatique est une grave menace pour de nombreux pays de la région. Ses effets varient d'un pays à l'autre : certains sont confrontés à des sécheresses, d'autres à l'élévation du niveau de la mer, aux cyclones et aux inondations, tandis que la plupart doivent composer avec la hausse des températures et l'augmentation des anomalies de la pluviométrie. Mais le point commun de tous les pays d'Afrique subsaharienne, c'est une faible résilience face au changement climatique et des mécanismes d'adaptation limités, ainsi qu'une dépendance à l'égard de l'agriculture

Saisir ces changements transformationnels demande des investissements significatifs en infrastructure physique et humaine.

pluviale. En conséquence, le changement climatique pèse sur l'activité économique en Afrique subsaharienne plus qu'ailleurs.

Il est indispensable d'accélérer l'adaptation au changement climatique pour relever ces défis. Cela suppose de réaliser des investissements ciblés dans l'infrastructure, les personnes et les mécanismes d'adaptation, afin d'accroître la résilience au changement climatique, mais aussi de stimuler la productivité et de réduire les inégalités. Cela suppose aussi d'envisager une irrigation plus performante et plus répandue pour protéger les cultures contre la sécheresse et des bâtiments plus robustes pour se protéger des cyclones. Investir dans les soins de santé et l'éducation accroît la résilience physique des individus et les arme mieux pour affronter les risques climatiques. L'aide sociale et l'accès au financement aident les individus à construire des maisons plus robustes et à investir dans une agriculture climato-intelligente, ainsi que dans les soins de santé et l'éducation. Ceux-ci agissent aussi comme des amortisseurs pour aider les personnes et les entreprises à surmonter un choc. De bonnes politiques macroéconomiques — augmenter l'espace budgétaire, diversifier l'économie et adopter un régime de change flexible — limiteront également l'impact des chocs climatiques.

La transition mondiale vers une économie sobre en carbone engendre de nouveaux défis. Les exportateurs de pétrole et de gaz de la région devront composer avec la baisse des recettes et des investissements connexes. En conséquence, une diversification rapide de l'économie de ces pays, qui accroît les revenus et génère des opportunités d'emploi inclusives pour leur population en forte croissance, est cruciale. Parallèlement, la diminution du stock mondial de ces ressources et les pressions en faveur de l'énergie verte demanderont aussi une transition de la région tout entière vers une activité industrielle et une production d'électricité plus respectueuses de l'environnement — par des politiques allant de la réglementation financière à l'investissement de grande ampleur dans les énergies renouvelables comme le solaire et l'éolien. Là, il sera indispensable de faciliter les transferts de technologie des pays plus avancés, surtout dans le contexte de l'expansion économique rapide qui accompagnera la forte croissance de la population. Les pressions pour la protection et le renforcement des puits et des réservoirs de carbone de la région, aux dépens d'opportunités potentielles dans l'exploitation forestière et l'extraction minière, s'accroîtront aussi.

Trouver les financements

Tirer le meilleur parti de ces changements transformationnels demande des investissements significatifs en infrastructure physique et humaine. Mais la COVID a réduit l'espace budgétaire et alourdi la dette de nombreux pays d'Afrique subsaharienne.

Les autorités doivent redoubler d'efforts pour accroître les recettes budgétaires, engager les réformes nécessaires pour une politique fiscale efficiente, une gestion complète des finances publiques ainsi que la transparence et une bonne gouvernance. Les banques multilatérales de développement et les partenaires au développement doivent aussi accélérer les efforts de financement par des dons et des prêts concessionnels lorsque c'est possible. Une réorientation des droits de tirage spéciaux des pays avancés bénéficiant d'une solide balance des paiements pourrait fournir des prêts à échéance plus longue pour aider à cet égard.

La dette ayant augmenté sur tout le continent au cours des deux dernières années, la souscription de nouveaux emprunts est beaucoup plus préoccupante. Il est plus important que jamais que les pays assurent un bon retour sur les investissements financés par de la dette et qu'ils ciblent des projets de qualité s'appuyant sur des études de faisabilité exhaustives et des marchés publics robustes et transparents.

Vision à long terme

Si les mesures à court terme face à la COVID sont clairement prioritaires, une bonne gestion de la reprise ne doit pas perdre de vue les tendances à long terme.

La région est confrontée à des défis, mais elle a un solide potentiel de croissance dans les 60 prochaines années. Les pays doivent exploiter au mieux ce potentiel en augmentant les recettes budgétaires et en maximisant le retour sur des investissements ciblés aussi bien en capital physique — y compris l'infrastructure de base pour un meilleur accès à l'électricité et la résilience climatique — qu'en capital humain. Les partenaires internationaux devraient prendre leur part et soutenir ces efforts par une assistance technique et des financements.

Malgré les conséquences négatives généralisées de la pandémie, les pays de la région doivent se saisir de cette opportunité comme d'un catalyseur de réformes qui jetteront les bases d'un siècle de croissance inclusive sur le continent africain. **FD**

ABEBE AEMRO SELASSIE est directeur du département Afrique du FMI.